

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Grande-Bretagne / Royaume uni (Europe) > Ecosse > **Référendum du 18 septembre en Écosse : un enjeu pour les anticapitalistes ?**

Référendum du 18 septembre en Écosse : un enjeu pour les anticapitalistes ?

mercredi 17 septembre 2014, par [HARROLD Ross](#) (Date de rédaction antérieure : 16 septembre 2014).

Au moment où nous écrivons, le résultat du référendum sur l'indépendance de l'Écosse ne nous est bien entendu pas connu. Il est clair que la campagne a eu un énorme impact en Écosse, mais comment expliquer que l'ensemble des forces anticapitalistes - et également « internationalistes » - en Écosse et au Royaume-Uni se sont pleinement engagées pour le Oui à une indépendance « nationale » ?

Internationalistes, nous soutenons le « droit aux peuples opprimés à l'autodétermination ». Mais doit-on considérer l'Écosse comme une nation opprimée ? Difficilement, car après l'Acte d'Union signée en 1707 avec l'Angleterre, la classe dominante écossaise a profité pendant deux siècles de ce « mariage », réalisant une quasi-fusion avec la classe dominante britannique, dans le commerce des esclaves, la colonisation et l'exploitation de la classe ouvrière britannique.

Nationalistes, réformistes et « responsables »

Fondé en 1928, le Scottish national party (SNP) n'émergera vraiment qu'à la fin des années 70, quand la politique néolibérale brutale de Margaret Thatcher et l'arrivée du pétrole « écossais » dans la mer du Nord donneront un coup de pouce aux nationalistes - aux dépens des conservateurs.

En 1998, la création d'un Parlement écossais, avec des pouvoirs limités mais réels, et la poursuite de cette politique néolibérale par les travaillistes, et ensuite par Cameron et ses alliés libéraux, ouvriront la porte du pouvoir au SNP. Aujourd'hui, il est le premier parti d'Écosse, avec une majorité au Parlement écossais.

Le SNP est un parti dont le nationalisme gomme la question des classes sociales, mais il est aussi un parti réformiste. D'un côté, il prône le modèle d'une économie à l'irlandaise, basée sur les bas salaires et des exportations. De l'autre, il arrive à doubler sur sa gauche un Parti travailliste devenu néolibéral et pro-guerre, captant ainsi une partie de son électorat.

Néanmoins, le SNP reste modéré et « responsable ». Il promet de respecter le régime monarchique, s'engage à ce que l'Écosse reste membre de l'Otan, et n'envisage pas de rompre avec la livre sterling. Avec une telle perspective pour une Écosse indépendante, pourquoi voter Oui ?

Oui à l'affaiblissement de l'État britannique

En mars, les sondages donnaient une large victoire du Non. Depuis, l'arrogance s'est transformée en panique. La quasi-totalité de la presse écossaise et britannique, et tous les grands partis, mènent une campagne de la peur contre le Oui, prédisant les pires catastrophes. Le chef de la marine britannique a exprimé son inquiétude et la reine d'Angleterre serait « horrifiée » à l'idée d'un royaume explosé.

Le vote pour le Oui se dessine clairement comme un vote pour l'affaiblissement économique et militaire d'une des principales puissances au monde et de sa capacité à nuire. Quatre sous-marins,

porteurs de 58 missiles nucléaires « loués » aux Américains, sont basés en Écosse. En cas de victoire du Oui, le SNP demanderait à Londres de les retirer. Ainsi, la place du Royaume-Uni au Conseil de sécurité à l'ONU pourrait-elle être remise en cause, l'équilibre au sein de l'Otan déstabilisé et le poids du Royaume-Uni, et du coup celui des USA, au sein de l'Europe diminué.

Par la même occasion la capacité d'une petite nation de 5 millions d'habitants de se séparer d'une grande puissance ne pourrait qu'encourager d'autres peuples dans leurs luttes à travers le monde.

Et après la formidable dynamique ?

Le référendum a suscité un niveau de débat sans précédent en Écosse et beaucoup d'espoir. Toutes les conversations tournent autour du vote. Les meetings et les rassemblements sont massifs. Le nombre d'inscrits sur les listes électorales a atteint un niveau record - 97 % - dont les jeunes de 16 et 17 ans qui peuvent voter pour la première fois. Énormément d'abstentionnistes, dégoûtés par la politique des grands partis, participent aux débats, considérant que c'est la première fois que leur vote (pour le Oui) servira à quelque chose.

Depuis quelques années, le SNP s'est positionné à gauche. À l'opposé des travaillistes à Londres, il a obtenu le maintien de l'éducation gratuite pour les étudiants en Écosse, s'est opposé à la marchandisation rampante du système de santé et à l'invasion de l'Irak par Tony Blair. Et c'est justement lorsque le SNP a attaqué le gouvernement très fort sur les questions sociales que le vote pour le Oui a progressé.

La campagne a remis en cause beaucoup de loyautés traditionnelles. Un sondage récent donnait 35 % des électeurs travaillistes en faveur du Oui. Si celui-ci l'emporte, de nouvelles formations de gauche pourraient émerger. Un Oui pourrait aussi ouvrir la possibilité de nouvelles mobilisations pour exiger d'un gouvernement du SNP la réalisation des promesses. En cas de reniement, il ne pourra plus prétendre que « c'est la faute à Londres ». En cas de victoire du Non, ce ne sera très certainement que partie remise pour l'exigence d'un nouveau référendum. Dans tout les cas, de nouvelles batailles sur les questions sociales soulevées par la campagne sont en perspective.

Ross Harrold

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 256 (18/09/2014). <http://www.npa2009.org/>